



PREFECTURE DE LA DORDOGNE

CABINET DU PREFET
SERVICE INTERMINISTERIEL
DE DEFENSE ET DE
PROTECTION CIVILE

120160

Arrêté préfectoral relatif à la création du comité unique d'information et de concertation (C.L.I.C.) de l'entreprise BREZAC à LE FLEIX et du site situé à MONFAUCON

Le Préfet de la Dordogne,
Officier de l'Ordre National du mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 125-2 ;

VU la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

VU la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2001-899 du 1^{er} octobre 2001 portant abrogation des dispositions réglementaires relatives à la certification conforme des copies de documents délivrés par les autorités administratives ;

VU le décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de Madame la Sous-préfète, Directrice de Cabinet,

- Arrête -

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° 09 1847 du 22 octobre 2009 relatif à la création du comité local d'information et de concertation de l'entreprise BREZAC à LE FLEIX est abrogé.

Article 2 : Création du comité unique local d'information et de concertation (C.L.I.C.)

Un comité unique local d'information et de concertation est créé pour l'entreprise BREZAC ARTIFICES, route de Mussidan 24130 LE FLEIX, classée SEVESO « seuil haut » pour les sites de LE FLEX et MONFAUCON.

Le périmètre du CLIC unique de BREZAC retenu correspond à celui de la commune du FLEIX et à celui de la commune de MONFAUCON.

Article 3 : Composition du C.L.I.C. unique

Le comité unique local d'information et de concertation mentionné à l'article 2 est composé de dix huit membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « Administration » comprend :

- Le Préfet de la Dordogne ou son représentant,
- Le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Préfecture ou son représentant,
- Le Directeur Régional de l'environnement et du logement ou son représentant,
- Le Directeur Départemental des territoires ou son représentant,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ou son représentant,
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Dordogne ou son représentant.

Le collège « Collectivités territoriales » comprend :

- M. Armand ZACCARON, Vice-Président du Conseil Général, Conseiller Général du canton de La Force,
Suppléant : M. Michel BOURGEOIS, Conseiller Général du canton de Sigoulès
- Mme Yvette DURAND, adjointe au maire de LE FLEIX,
Suppléant : M. Gérard CARIS, adjoint au maire de LE FLEIX,
- M. Daniel LAUVIE, maire de MONFAUCON
Suppléante : Mme Claudine OTTOGALI, maire-adjointe,
- M. François DUPUY, Conseiller Communautaire de la Communauté de Communes « Dordogne-Eyraud-Lidoire »,
Suppléant : M. Régis LAJONIE, Conseiller Communautaire de la Communauté de Communes « Dordogne-Eyraud-Lidoire ».

Le collège « Exploitant » comprend :

- M. Christophe BREZAC, Président de BREZAC ARTIFICES ou son représentant,
- M. Thierry BONNET, Directeur, BREZAC ARTIFICES,
- Mme Aurélie PAYET, BREZAC ARTIFICES.

Le collège « Riverains » comprend :

- M. Daniel GARRIGUE, Député, en qualité de personne qualifiée,
- M. Jean-Claude FORESTIER, association « Monfaucon Avenir »,
Suppléante : Mme Emmanuelle CHIGNAT,
- M. Jean-François JAMMES, président de l'association des commerçants fleixois,
- M. Jean-Marie FLORENTIN, ancien Directeur de L'IEP de Cadillac (LE FLEIX), président des anciens combattants.

Le collège « Salariés » comprend :

- M. Didier PIERRON , délégué du personnel.

Le Préfet ou son représentant nomme le président sur proposition du comité, lors de la première réunion.

Les membres sont nommés pour une durée de **trois ans** renouvelable. Chaque membre peut mandater un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvées par la moitié des membres présents ou représentés.

Article 4 : Missions du C.L.I.C

Le comité a pour mission de créer un cadre d'échange et d'informations entre les différents représentants des collèges sur des actions menées par les exploitants des installations classées, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations. En particulier :

- le comité est associé à l'élaboration du PPRT (plan de prévention des risques technologiques) et émet un avis sur le projet de plan en application de l'article L.515-22 du code de l'environnement. Cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés,
- le comité est informé par l'exploitant des éléments contenus dans le bilan décrit à l'article 6. L'exploitant justifie le contenu du bilan,
- le comité est informé le plus en amont possible par l'exploitant des projets de modification ou d'extension des installations visées à l'article 1,
- le comité est destinataire des rapports d'analyse critique réalisée en application de l'article 3du décret n° 77-133 du 21 septembre 1977 relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation,
- le comité est destinataire des plans d'urgence et est informé des exercices relatifs à ces plans,
- le comité peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés,
- le comité peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

Le président est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L.515-26 du code de l'environnement.

Sont exclues du cadre d'échange et des éléments à porter à la connaissance du comité, les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance ou à faire obstacle à l'application des mesures visées par le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990.

Article 5 : Experts :

Le comité peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés. L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3 (6°) du décret du 21septembre 1977 relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Le comité met, au moins annuellement, à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes des prochains débats.

Article 6 : Organisation du C.L.I.C.

Le comité se réunit au moins une fois par an et, en tant que de besoin, sur convocation de son président.

Le secrétariat du CLIC est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, subdivision de la Dordogne, en liaison avec la sous-préfecture de BERGERAC.

Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée. Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Le président peut inviter toute personne susceptibles d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

Article 7 : Information du C.L.I.C.

L'exploitant adresse au comité avant le 31 mars de chaque année, un bilan, sous forme papier et numérique, qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût,
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article 3 (5°) du décret du 21 septembre 1977,
- les comptes rendus des incidents ou accidents de l'installation tels que prévus par l'article 38 du décret du 21septembre 1977 ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte,
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques,
- la mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

Les collectivités territoriales membres du comité informent le comité des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour desdites installations.

Article 8 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9 : Exécution –publication

La Sous-préfète, Directrice de Cabinet, le Sous-préfet de BERGERAC, ainsi que les responsables des administrations mentionnées à l'article 3, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne et fera l'objet d'un affichage à la mairie du FLEIX et à la mairie de MONFAUCON.

Fait à Périgueux, le

07 FEV. 2012

Le Préfet,



Jacques BILLANT